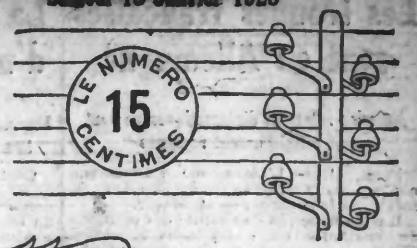


L'Égalité



DE ROUBAIX-TOURCOING

Le jugement de l'opinion :: publique ::



C'est la France qui est engagée dans l'affaire de la Ruhr...

Le cabinet Poincaré joue sa partie. Qu'on le veuille ou non, il engage la nation et ses forces vives.

Il y a déjà trop de signes d'impuissance dans l'action gouvernementale pour que nous l'affaiblissions encore.

Le Gouvernement et le Parlement ne démont pas se dissimuler que l'opinion, en dépit du prestige dont jouit M. Poincaré...

Plus loin, le « leader » de la « Journée Industrielle » ajoute, à propos du projet stupéfiant que le gouvernement a formé d'augmenter de 20 pour cent tous les impôts directs et indirects :

« Quelle que soit la volonté du pays de ne refuser aucun effort utile, tout le monde a vu, dans le projet annoncé, une preuve de l'impuissance gouvernementale. »

« Impuissance gouvernementale, le fait, après vingt conférences, des débats parlementaires et de palabres sans fin, où l'on n'a pas réussi à trouver le moyen de tirer de notre victoire de quoi couvrir non pas nos charges, mais notre déficit après des promesses d'économies, de réformes intérieures et d'assainissement de l'Etat, qu'on n'a pas même essayé de tenir, — impuissance, le fait d'offrir au pays, pour tout remède, une augmentation des impôts déjà exorbitants et une augmentation au prix inflatons de la vie ! »

Ces considérations, empruntées je le répète, à l'organe très modéré des milieux de l'industrie et du commerce, indiquent que l'opinion publique n'est pas aveugle.

Eug. GUILLAUME.

L'ex-roi de Grèce est mort subitement

Constantin a succombé à une hémorragie cérébrale



CONSTANTIN DE GRECE

Palerme, 11. — L'ex-roi Constantin de Grèce est mort subitement ce matin, à 11 heures, d'une hémorragie cérébrale.

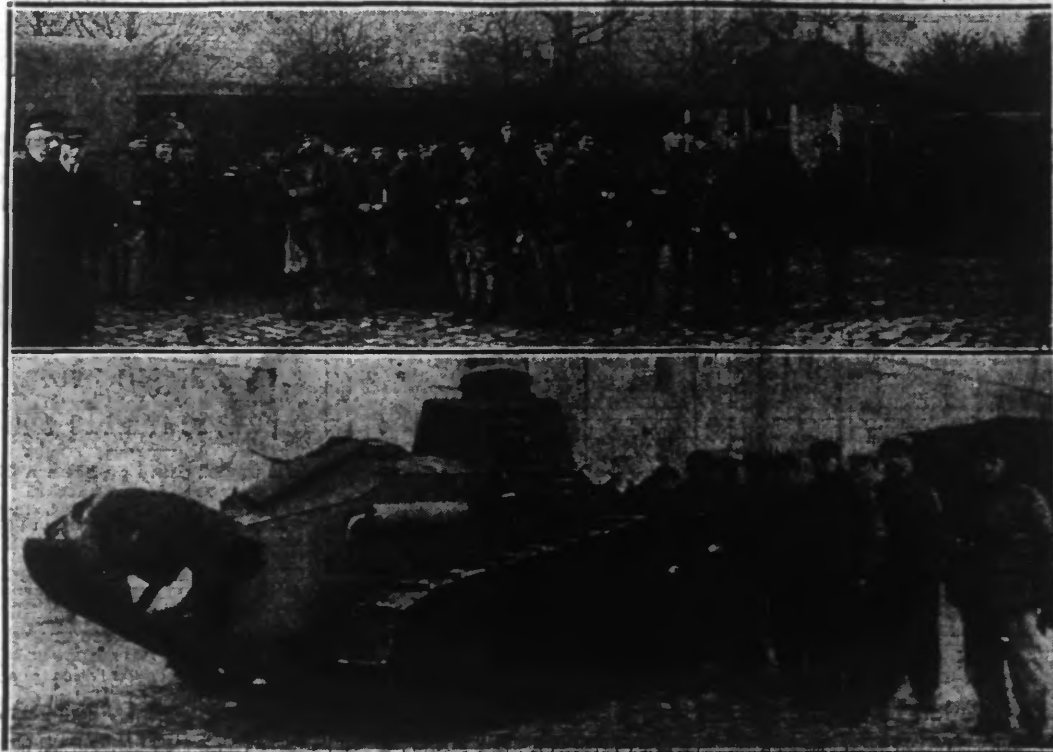
Serait-ce encore une guerre ?

Des détachements hongrois ont pénétré en Roumanie

Bucarest, 11. — Le gouvernement roumain a fait publier le communiqué suivant : La nuit dernière, deux détachements militaires hongrois ont passé la frontière devant Arad...

ESSEN a été occupée jeudi matin à dix heures

Les troupes françaises sont entrées dans la capitale Industrielle du Reich et il n'y eut pas d'incidents



LE DEPART DE LILLE DU 509 CHARS D'ASSAUT

En gare Saint-Sauveur, jeudi à 13 heures : en haut, les soldats près de leur cuisine roulante ; en bas, un char prêt à être embarqué

Voici donc mise en œuvre la politique de la main de collet. Nos troupes précèdent, maintenant à l'occupation du centre de la vitalité de l'Allemagne, Essen, que l'on peut appeler la capitale industrielle du Reich...

L'avance des troupes s'effectue normalement

Coblence, 11. — On annonce que l'avance des troupes franco-belges sur la rive droite du Rhin, en direction de la Ruhr, s'effectue normalement.

Essen est occupée

Essen, 11. — L'avant-garde de nos troupes, qui avait passé la Ruhr à Kelling, à 6 heures du matin, alors qu'il faisait encore pleine nuit, est arrivée à 10 heures à Essen.

Un peloton de cyclistes, un peloton de 5 dragons, et une section d'auto-mitrailleuses, sont entrés dans l'intérieur de la ville.

Les usines fonctionnent normalement. La population est attentive aux événements, mais paraît absolument calme ; aucun incident ne s'est produit jusqu'ici.

Les contingents franco-belges dans la Ruhr

Aux termes des instructions qui leur ont été données, les troupes seront établies à 13 heures sur ligne générale Bruckhausen-inclus, Geisenkirchen exclus, Essen inclus, Werden inclus, Ratingen inclus. Elles sont constituées exclusivement par des corps de troupes français et représentant l'effectif de deux divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie.

Le général Hearys, commandant le 33e corps d'armée commande l'opération, sous la haute autorité du général Degoutte, commandant l'armée française du Rhin.

Une proclamation à la population de la Ruhr

Dusseldorf, 11. — Dans toute la région nouvellement occupée par les troupes françaises et belges, une proclamation, signée du général Degoutte, est adressée à la population de la Ruhr, a été affichée ce matin. Cette proclamation, qui reproduit les grandes lignes du texte de la communication faite hier au gouvernement de Berlin par les gouvernements français et belge, se termine ainsi : Le gouvernement français et le gouverne-

ment belge espèrent fermement que les bons sens et la sagesse de la population, particulièrement des ouvriers, les dispenseront de recourir à des mesures de coercition et que les rapports entre leurs fonctionnaires et les habitants seront aussi bons dans la Ruhr que dans les régions occupées sur la rive gauche du Rhin.

Le départ de Lille du 509 d'assaut

Grand mouvement, hier, vers midi, aux abords de la gare Saint-Sauveur, à Lille. L'événement se transmit de bouche en bouche. Les soldats du 509 partent vers le Rhin.

Depuis quelques jours, on était déjà un peu habitué à ces allées et venues incessantes de soldats, de cyclistes, d'automobilistes, de camions chargés de matériel de guerre ; mais cette fois, le fait était d'autant plus intéressant que les hommes, revêtus de leur veste de cuir, équipés à neuf, en tenue de campagne, arrivaient par sections, sous la conduite de leurs officiers.

Toute une partie des quais de la vaste gare avait été réservée à l'embarquement des troupes et du matériel. Les camions, chargés de gamelles, de bidons d'essence, de matériel de campement, viennent se ranger à côté des chars d'assaut, soigneusement graissés et huilés, prêts à l'usage.

Un à un, les lourds véhicules roulaient sur les plateformes des trains, qui, reliés entre-elles, ne forment qu'une voie, allant de la queue du convoi à la locomotive. L'embarquement s'effectue sous la surveillance du colonel, coiffé du casque d'acier bruni, entouré de ses officiers. Bientôt le convoi est formé. Il n'attend plus que le signal du départ.

Les petits "Polius"

Non loin de la grille d'entrée de la gare, les petits papiers du 509 sont rassemblés, autour de la « roulante », qui fonctionne déjà.

Que prépare-t-on ? Le café... la soupe ? On ne le sait, mais les soldats ne s'en écartent pas. N'est-ce pas là pour eux le véhicule le plus précieux de l'expédition ?

Nous interrogeons les jeunes gens : — Quand partez-vous ? Où allez-vous ? — Le départ a lieu à 2 h. 30. Deux compagnies seulement quittent Lille aujourd'hui ; les autres viendront nous retrouver demain et les jours suivants. Quant à savoir où nous allons, c'est autre chose. Nous allons dans la Ruhr, à Essen, à Dusseldorf, à Dortmund ou à Ruhrort. Nous n'en savons rien.

— Que dites-vous de ce petit voyage ? — Ça changera les idées. Si ça va bien là-bas, autant finir notre période à Essen qu'à Vandamme... Il n'y a pas à s'en faire. Nos atènes en ont bien vu d'autres !

Quand l'heure du départ approche, sans enthousiasme, mais aussi pleine de confiance, les hommes se rassemblent. Sac au dos, les musettes bien garnies, les bidons remplis de « pinard », ils se forment par sections et s'engagent sur les quais interminables qui conduisent au train, allongé tout au bout de la gare.

Un coup de sifflet, là-bas, dans le labyrinthe de voies ferrées, la lourde locomotive cherche la ligne qui conduit vers le Rhin. Couvert d'un voile épais de fumée noire,

le convoi a quitté la station, emportant, avec l'état-major du régiment, le premier contingent du 509 d'assaut, que vont suivre les autres, incessamment.

Un ordre formel de Berlin

Le départ à Hambourg des techniciens des charbonnages

Nous avons annoncé que le Syndicat des charbonnages, dont le siège est à Essen et auquel incombe le soin de régler la distribution du charbon, avait décidé de se transporter à Hambourg et d'y rester pendant toute la durée de l'occupation. C'est sur un ordre formel venu de Berlin, et après quatre heures de délibération minutieuse, que cette décision fut prise, non pas à l'unanimité, mais contre la voix du représentant de la classe ouvrière, M. Linbert.

Il faut voir dans ce geste, accompli dans l'intention de multiplier nos difficultés et de contribuer activement à l'échec de notre opération, l'exécution du premier point du programme d'obstruction qui a été arrêté par le gouvernement impérial.

On annonce d'autre part que les grands patrons de l'industrie ont déjà quitté la Ruhr avec l'intention de n'y point revenir aussi longtemps que nous y serons.

Dimanche, jour de deuil national en Allemagne

Berlin, 11. — Le gouvernement organise pour dimanche, à Berlin, d'accord avec les partis, des manifestations populaires contre la France et la Belgique. Dimanche sera jour de deuil national en Allemagne.

Les meetings d'Essen et de Duisbourg

A une réunion tenue hier à Essen et où se trouvaient 5 000 ouvriers, Cachin aurait, paraît-il, déclaré que l'occupation de la Ruhr n'était nullement réclamée par la France, mais était une simple opération politique, destinée à consolider le cabinet Poincaré.

Dans une autre réunion tenue à Duisbourg, l'anglais Bell a, par contre, mis l'accent sur le caractère de sympathie anglaise.

Notre honneur, a-t-il dit, ne s'intéresse à la Ruhr qu'à cause des intérêts financiers qu'elle y possède.

Que vont décider les syndicats ouvriers ?

A Dusseldorf, l'autorité française, a proclamé l'état de siège, a interdit tout meeting.

D'une façon générale, les syndicats ouvriers n'ont pas encore arrêté leur attitude. Les membres majoritaires préconisent la grève et les éléments minoritaires indépendants s'y opposent, disant qu'une grève ruinerait la caisse syndicale.

Les Communistes protestent contre les Arrestations

Et pour participer à la lutte l'Unité est sur le point de se reformer

Paris, 11. — Les membres du parti communiste (groupe Frossard, Torrès, etc.), ont, dans une réunion tenue hier soir, décidé de se transformer en comité d'unité communiste.

Dans une motion qu'ils ont votée ils déclarent vouloir participer à la lutte et ils demandent leur représentation au comité d'action communiste.

Ils ont désigné à cet effet Frossard, Totti, Torrès et Ploch pour les représenter. De son côté, la Fédération postale unitaire a adopté une protestation contre l'arrestation de trois de ses militants.

La Commission exécutive de la C. G. T. U. s'est réunie extraordinairement hier soir, et a adopté également un ordre du jour de protestation contre l'occupation militaire de la Ruhr et contre les mesures prises à l'égard de certains militants communistes.

Des meetings de protestation vont être organisés

Paris, 11. — Le Comité d'action du parti communiste dans lequel tous les membres arrêtés hier ont été remplacés par des militants, continue à siéger en permanence en vue d'établir un programme d'action contre la mesure prise par le gouvernement.

Divers plans ont été examinés ce matin encore. Tout d'abord, on a envisagé la possibilité d'une grève générale, mais ce projet a été abandonné.

Le Comité d'action a demandé au parti communiste et aux syndicats extrémistes et révolutionnaires d'organiser des meetings de protestation aussi souvent que possible dans les différentes régions de la France.

L'immunité parlementaire de Cachin sera-t-elle levée ?

Paris, 11. — M. Lescouvé, procureur général près la Cour d'Appel, a déposé ce matin entre les mains de M. Colrat, garde des sceaux, ministre de la justice, une requête tendant à la levée de l'immunité parlementaire de Marcel Cachin, député communiste de la Seine, pour attentat contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat.



Marcel CACHIN, député communiste

D'autre part, nous croyons savoir que les onze militants communistes, dont Monmousseau arrêtés à la suite des mes-



MONMOUSSEAU, de la C. G. T. U.

ures que l'on connaît, seront tous écroués à la prison de la Santé, sous le régime des détenus politiques.

Le "Bulletin Communiste" a été saisi

Sur mandat de M. Jousselin, juge d'instruction, des inspecteurs de la police judiciaire ont saisi, jeudi matin, le "Bulletin communiste" qui commentait en termes violents la politique du gouvernement.

Une nouvelle perquisition sans résultat

Paris, 11. — On a perquisitionné ce matin au domicile de Mme Maria Guillot, 114 Boulevard de la Villette, qui donnerait asile aux anarchistes poursuivis par la police. Le magistrat a saisi chez Mme Guillot, un certain nombre de papiers sans grande importance.

En attendant que l'Allemagne paie

M. de Lasteyrie propose une augmentation d'impôts

Paris, 11. — M. de Lasteyrie, ministre des Finances, a déposé cet après-midi, sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi tendant à augmenter d'un double décime tous les impôts directs et indirects.

Le ministre estime qu'au moment où la France s'apprete à opérer un redressement de sa politique financière à l'extérieur, il est indispensable qu'elle opère également un redressement financier à l'intérieur.

Cette mesure lui paraît nécessaire pour fortifier le crédit public et elle ne peut avoir qu'une très heureuse influence sur la tenue de nos finances.

Tous les impôts seraient donc augmentés de 20 %, sauf, pourtant, les appointements traitements et salaires déjà frappés par l'impôt cédulaire. Il va de soi que certains taxes indirectes, le droit de timbre, par exemple, échapperaient également à cette fiscalité nouvelle dans une certaine mesure.

Cette augmentation d'impôts doit rapporter au Trésor 3 milliards 200 millions. Le gouvernement escompte par ailleurs de 300 à 400 millions du règlement par les compagnies de chemins de fer de la valeur du matériel qui leur a été cédé lors de l'armistice, de telle sorte que le gouvernement obtiendrait ainsi, au total, les 3 milliards 500 millions qui lui sont indispensables pour assurer l'équilibre du budget.

Ajoutons que, dans la pensée du ministre la mesure fiscale qu'il va proposer, aujourd'hui au Parlement aurait un caractère provisoire et la serait prise que pour une année seulement. Dès que les versements de l'Allemagne permettront d'améliorer notre situation financière, les impôts exposés à cette augmentation de 20 % seraient ramenés à leur taux actuel.

L'horrible supplice d'un enfant, à Lomme

POUR DEUX SOUS, UN GARÇONNET S'ÉBOUILLANTA LES DEUX BRAS

Dans la soirée de mercredi, Mme Facon, demeurant avenue Verrier, 34, à Lomme, était occupée à laver le couloir de sa maison. Pour ce travail, elle se servait d'un récipient contenant de l'eau bouillante.

Derrière elle, son petit garçon Léon, âgé de deux ans, jouait avec une pièce de dix centimes. Par mégarde l'enfant tira sa pièce de monnaie dans le chaudron. Aussitôt, instinctivement sans s'en apercevoir du danger, il courrait le petit plongea la main droite dans le chaudron.

L'eau était tellement chaude que le pauvre petit ne pouvait plus retirer sa main, laquelle était collée au fond de la marmite. De l'autre main, il essaya en vain de se débarrasser.

Par malheur, la maman qui est sourde, n'entendait pas les cris déchirants de son enfant. Ce n'est que quelques instants plus tard qu'elle se rendit compte de l'affreux accident.

Toute effarée, elle retira le pauvre bambin de sa triste position. Il avait la main droite complètement en bouillie et tout l'avant-bras horriblement brûlé. Sa main et l'avant-bras gauche avaient également été grièvement atteints.

Après avoir reçu les soins de Mlle docteur Lepan, la petite victime dont l'état paraît grave a été transportée à l'Hôpital Saint-Sauveur à Lille.

Un bambin de Cambrai est mort ébouillanté

Le petit Jacques Coëne, âgé de 3 ans, habitant avec ses parents, rue du Marché-aux-Poissons, à Cambrai, jeudi, mercredi soir, dans la chambre où sa mère préparait la lessive, quand soudain il tomba tête première dans un chaudron d'eau bouillante. Retiré aussitôt par sa mère affolée, il reçut les soins du docteur Capon, qui ne put empêcher la mort d'accomplir son œuvre.

Quatre vingts mineurs tués par le grisou

Londres, 11. — Une dépêche de Bombay annonce qu'une explosion de grisou s'est produite dans la mine de Ranigang (Bengale). Il y aurait 80 morts.

MON CINE

Business for ever

J'ai déjà fait remarquer que, si nous ne nous comprenons pas toujours très bien entre Anglo-Saxons et Français, cela n'empêche pas que nous sommes de mentalités fort différentes, que nous faisons des faits et les choses sous des angles divers. Ainsi nous autres Français, reprochons aux Anglais et aux Américains de nous avoir, au lendemain de la Victoire commune, laissé tomber comme un homme qui était tombé à l'eau et qu'un passant a saisi au moment où il allait se noyer, tenant à son sauveteur le discours suivant : « Vous m'avez tiré de la flotte, ce ne suffit pas, vous allez maintenant payer mes dettes, me nourrir et m'entretenir ». Ne trouvez-vous pas que cet homme trait un peu fort, comme vous dites ? C'est à peu près ce que vous avez la prétention d'exiger de nous parce que nous nous avons tiré d'affaire.

E. VERMEERSCH.